

Unité départementale de la Somme  
Pôle Jules Verne  
12, rue du Maître du monde  
80440 GLISY

Lille, le 08 JANVIER 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **RISQUES**

#### **NORIAP Saleux**

22 boulevard Michel Strogoff  
80440 Boves

Références : 2023 – E30169  
Code AIOT : 0005102548

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2023 dans l'établissement NORIAP Saleux implanté Chemin de Guignemicourt 80480 Saleux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NORIAP Saleux
- Chemin de Guignemicourt 80480 Saleux
- Code AIOT : 0005102548
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société NORIAP exploite un silo à enjeux très important (SETI) sur le territoire de la commune de Saleux. La capacité maximale de stockage de céréales autorisée est de 98 768 m<sup>2</sup>. Les installations sont composées de :

- 3 silos (1 silo « face bureau », 1 silo « tour béton » et 1 silo « phénix ») ;
- 2 séchoirs au gaz naturel ;
- 3 magasins (1 magasin « engrais vrac », 1 magasin « phytosanitaire » et 1 magasin « aliments divers ») ;
- 1 plate-forme de stockage d'engrais liquide ;
- des installations annexes (ponts bascules, bureaux, ateliers, etc.).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- récolement de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 29/03/2023

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle             | Référence réglementaire                        | Autre information |
|----|-------------------------------|--|-------------------|
| 1  | Sondes thermométriques        | AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 2 | Sans objet        |
| 2  | Installations de manutention  | AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 3 | Sans objet        |
| 3  | Vieillessement des structures | AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 4 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mené des actions correctives permettant de proposer la levée de la mise en demeure (arrêté préfectoral du 29/03/2023).

Lors de l'inspection précédente, une observation relative au permis feu avait été émise. Durant la visite, l'exploitant a présenté des documents (feuilles d'émargement, ordre du jour de la réunion du 17/01/2023) et a indiqué qu'un webinaire avait eu lieu le 14/04/23 sur le sujet, avec transmission d'une présentation commentée sur l'autorisation de travail et le permis feu pour aider les agents à renseigner correctement les documents. Ces éléments permettent de répondre aux attendus de l'observation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sondes thermométriques

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de sécurité   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 14 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 qui stipule que « L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, etc.) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. ».<br><br>Les éléments justifiant que toutes les sondes thermométriques sont en bon état de fonctionnement, sont transmis à l'inspection des installations classées dans le délai cité précédemment. |

**Constats :**

Par courriel du 16/05/2023, l'exploitant a transmis le rapport d'intervention de la thermométrie de Actémium.

Ce rapport du 6/02/2023 fait état de travaux réalisés sur la thermométrie des silos Phénix et Tour. Il indique que :

- l'entièreté des fils des silos équipés de sondes ont été étamées pour avoir une meilleure connexion,
- des thermistances ont été changées,
- des sondes ont été étamées pour une connexion optimale,
- 2 sondes (1 sonde en cellule 27 et 1 sonde en cellule 6) n'ont pas pu être remises en place. Elles sont actuellement enroulées au-dessus de la cellule et qu'il y a lieu de prévoir une autre intervention lorsque les cellules seront vides pour essayer de remettre les sondes.

L'exploitant a indiqué que les 2 sondes ont été remises en place en juin 2023. Il a transmis par courriel du 21/11/2023 :

- le rapport du 15/11/23 de Actemium qui fait état des travaux et qui indique qu'à la fin de leur intervention, l'ensemble des points de températures était opérationnel ,
- le courriel de Actémium du 15/11/23 qui précise leur intervention sur la mise en place des 2 sondes.

Concernant le contrôle des sondes réalisé en interne, l'exploitant a présenté le registre qui présente les dates des contrôles des sondes. Le jour de l'inspection, l'exploitant a indiqué qu'il lui restait les sondes de 2 cellules à contrôler sur 2023, et attendre qu'elles soient vides pour le faire. Ce point a été contrôlé via le registre. Par courriel du 21/11/2023, il a transmis un tableau de synthèse qui représente les numéros des cellules, les contrôles des sondes réalisés en 2022, les contrôles réalisés et à réaliser en 2023.

En retour d'expérience, l'exploitant a indiqué qu'un point mensuel est dorénavant mis en place afin de mieux se coordonner en interne, notamment sur les demandes de travaux. Il a précisé qu'un point avait eu lieu le 27/10/23 et qu'il avait donné lieu à un bon de commande à Actémium pour des travaux sur 5 points de mesures. Le bon de commande a été transmis par courriel du 21/11/2023 ; il est daté du 27/10/2023.

**Observations :**

L'exploitant s'assurera de la fiabilité des dates présentes dans le tableau de synthèse de la vérification annuelle des sondes de thermométrie, au titre de l'année 2022. Lors de la précédente inspection, il avait été relevé que la dernière vérification des 29 cellules avait été réalisée du 05/07/21 au 05/11/22, avec 4 cellules faites en 2021 et 25 cellules en 2022.

L'exploitant a fait part de son inquiétude quant à respecter la périodicité de contrôle des sondes. Il a été rappelé à l'exploitant que c'est lui qui a fixé la périodicité à 1 an et que la réglementation impose que les sondes soient contrôlées périodiquement. Ainsi, l'exploitant peut modifier sa périodicité en veillant néanmoins à rester sur une fréquence de contrôle raisonnable. **L'exploitant transmettra sa nouvelle périodicité de contrôle des sondes.**

Concernant le bon de commande à Actémium du 27/10/2023, l'exploitant transmettra le rapport d'intervention actant les réparations. L'exploitant s'assurera que les travaux soient réalisés dans un délai raisonnable.

**Type de suites proposées :** Proposition de levée de la mise en demeure

**N° 2 : Installations de manutention**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques accidentels, En lien avec la sécurité

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 12 de l'arrêté préfectoral du 02/10/2009 qui stipule que « L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. ».

Les éléments justifiant que des actions ont été menées sur le moteur chariot du tapis du silo tours béton pour lever l'écart n°5 du rapport de DEKRA du 25/09/22, sont transmis à l'inspection des installations classées dans le délai cité précédemment.

**Constats :**

Par courriel du 28/02/2023, l'exploitant a transmis une photo justifiant de la réalisation du nettoyage du moteur chariot du tapis dans le silo tour béton.

Concernant les observations formulées lors de la précédente inspection :

- pour la chaîne pliée à redresser de la TC036 , l'exploitant a indiqué que les travaux ont été réalisés en interne « courant juillet, avant la moisson ». Lors de la visite du site, la chaîne redressée a été vue ;
- pour la forte corrosion de la TC029, l'exploitant a indiqué qu'il est hors service. L'exploitant a transmis par courriel du 21/11/2023 , un document (photos et courriel du responsable de site) justifiant de la consignation électrique du dispositif réalisé le 15/11/2023.
- pour la transmission des rapports de contrôle des installations électriques réalisés en 2023, un contrôle des installations électriques a été réalisé par DEKRA le 31/08/2023. Il fait état de 5 non-conformités qualifiées de niveau « moyen - à nettoyer ». L'exploitant a indiqué que le contrôle avait eu lieu pendant la moisson et qu'un nettoyage avait été réalisé. Par courriel du 21/11/2023, l'exploitant a transmis la page du rapport de DEKRA décrivant les non-conformités, annotée des actions réalisées, à savoir du nettoyage réalisé aux dates suivantes : 13/09/2023, 30/10/2023, 2/11/2023 et 13/11/2023. L'exploitant a également transmis des copies du registre de suivi du nettoyage qui confirment les dates des nettoyages réalisés.
- pour la formalisation des dispositifs contrôlés, qualifiés de modéré , présents dans le rapport de l'entreprise Magnier qui effectue le contrôle et la maintenance des appareils de manutention, il a été demandé à l'exploitant de transmettre le dernier rapport de l'entreprise. L'exploitant a indiqué que le contrôle de 2023 n'était pas terminé et a transmis celui de 2022 avec les actions correctives réalisées.

Le rapport de l'entreprise n'appelle pas de remarque particulière puisque celui-ci a été vu lors de la précédente inspection. Il est à noter que les actions réalisées sur la TC036 et la TC029 sont signalées dans le document. De plus, pour répondre à l'observation, l'exploitant a indiqué dans le document, pour chaque dispositif qui a été qualifié de modéré, qu'il faisait l'objet d'une surveillance annuelle par le prestataire.

- pour la surveillance quant à ce que la poussière ne s'accumule pas au sein de son site aussi bien aux endroits visibles que non visibles, l'exploitant a indiqué :

->effectuer un passage par semaine,

-> réaliser une ronde de surveillance tous les 8-10 jours avec des critères de criticité qui déclenche un plan d'action avec du nettoyage à réaliser si besoin (document formalisé).

Par courriel du 21/11/2023, l'exploitant a transmis son tableau des rondes de surveillance 2023 ; celui-ci fait apparaître les dates des contrôles, les noms des opérateurs, les observations émises et les actions menées avec la date de réalisation.

**Observations :**

**L'exploitant transmettra le rapport de l'entreprise Magnier au titre de l'année 2023.**

**Type de suites proposées :** Proposition de levée de la mise en demeure

**N° 3 : Vieillessement des structures**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 29/03/2023, article 4

**Thème(s) :** Risques accidentels, En lien avec la sécurité

**Prescription contrôlée :**

Dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de respecter les dispositions de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 02/10/2009 qui stipule que « l'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos ».

Les éléments justifiant de la réalisation des travaux (qualifiés de critique et/ou d'important) sur les 6 cellules métalliques (colonnes de séchage comprises) sont transmis à l'inspection des installations classées dans le délai cité précédemment.

**Constats :**

Par courriel du 16/05/2023, l'exploitant a joint une copie du courriel du prestataire ATA Ventilation du 12/05/2023, qui indique être intervenu sur les cellules n°23 et 26. Il indique également que les boisseaux (cellule 1 et 2) sont en trains d'être démontés et seront réparés à l'identique sur l'année civile.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que les travaux ont été réalisés. Le montant des travaux transmis s'élevait à 16 045 €. Le prestataire ATA Ventilation qui réalise le contrôle et les travaux, a orienté l'exploitant sur la priorisation des travaux à réaliser.

Par courriel du 21/11/2023, l'exploitant a transmis le rapport d'ATA Ventilation qui prend en compte les travaux réalisés.

Ainsi les 6 cellules qui ont fait l'objet de travaux ont leur taux de remplissage qui a augmenté, hormis la cellule 26 qui stagne à 80 %.

Le rapport d'ATA Ventilation ne fait plus apparaître d'observations qualifiées de critiques mais uniquement des observations qualifiées d'important et de modéré. Pour les observations qualifiées d'important, le rapport précise « observation qui nécessite d'être surveillée par les équipes terrains et traitée rapidement en cas d'évolution négative du risque vers une observation CRITIQUE. Risque de défaillance des équipements. Sans risque imminent pour les opérateurs ». Il a ainsi été demandé à l'exploitant les moyens mis en place pour surveiller ces points qualifiés d'important.

L'exploitant a indiqué réaliser des inspections uniquement visuelles. Le responsable de secteur a soulevé un problème de responsabilité et de qualification, à savoir qu'il estime que lui-même et son personnel ne sont pas qualifiés pour surveiller de manière optimale les points à surveiller décelés par ATA Ventilation.

Ainsi, l'exploitant a été informé qu'il fallait éclaircir ce point rapidement afin que l'Inspection puisse avoir des garanties quant à la surveillance des structures. Il est rappelé que le silo est un SETI et qu'il est nécessaire d'avoir des garanties sur la surveillance réalisée et à réaliser sur les silos du site.

Concernant la surveillance des silos béton, une observation avait été formulée sur la surveillance dans le temps, notamment au travers du contrôle des structures annuel, de l'état de la structure à l'endroit où avait été relevée la petite fuite de grain en 2022 et qu'en cas de dégradation de celle-ci, l'exploitant mettra en place des actions correctives.

La lecture du rapport de contrôle 2023 ne fait plus apparaître cette fuite. L'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas constaté de fuite avec des féveroles ou des pois.

Enfin, même si des questions se posent quant aux suites données aux observations qualifiées d'important du rapport d'ATA Ventilation, l'exploitant a répondu à la mise en demeure en réalisant des travaux.

**Observations :**

**Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 15 jours à compter de la réception du rapport, les actions mises en place pour répondre aux observations qualifiées d'important du rapport d'ATA Ventilation.**

**Type de suites proposées :** Proposition de levée de la mise en demeure